

législation générale (*ibid.*). — Est proclamé vice-président de la Haute Cour de justice [26 juin 1946] (p. 2571).

Dépôts :

Le 30 juillet 1946, une proposition de loi portant réforme de l'organisation de la Haute Cour de justice, n° 317. — Le 23 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'alinéa 4 de l'article 5 de la loi du 30 juin 1926 modifiée (propriété commerciale), n° 986.

Interventions :

Son rapport, au nom du 5^e Bureau, sur les opérations électorales du département de Maine-et-Loire [12 juin 1946] (A., p. 2512). — Est entendu dans la discussion du rapport sur les opérations électorales dans le département de la Seine (1^{re} circonscription) [4 juillet 1946] (p. 2588 et suiv., p. 2595). — Pose à M. le Ministre de la Justice des questions : sur les stocks de lait en poudre des maisons de détention de Dordogne et Lot-et-Garonne [23 juillet 1946] (p. 2272) ; sur la situation de la prison de Mauzac (p. 2273). — Participe à la discussion d'une interpellation de M. Aubry sur l'épuration dans la magistrature : *Discussion générale* [6 août 1946] (p. 3006). — Demande la discussion immédiate de sa proposition de loi concernant la réforme de l'organisation de la Haute Cour de justice [8 août 1946] (p. 3070) ; justifie cette demande (p. 3079). — Prend part à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DE LA RESPONSABILITÉ PÉNALE DES MINISTRES : Art. 43 : *Son amendement* [5 septembre 1946] (p. 3559) ; 13 septembre 1946] (p. 3726) ; du projet de loi relatif à la répression de certains crimes contre le ravitaillement et la santé de la nation : *Discussion générale* [1^{er} octobre 1946] (p. 4331) ; — des conclusions du rapport sur la constitution et le fonctionnement de la Haute Cour de justice, en qualité de *Rapporteur de la Commission de la justice* : *Donne lecture de son rapport* [1^{er} octobre 1946] (p. 4347 et suiv.) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Hamon* (p. 4350) ; Art. 2 : *Amendement de M. Toujas* (p. 4351) ; Art. 3 : *Ses observations* (*ibid.*) ; Art. 4 : *Ses observations* (p. 4352) ;

Art. 5 : *Procureurs et avocats généraux* (*ibid.*) ; *Amendement de M. de Moro-Giafferri* (p. 4355) ; Art. 15 : *Amendement de M. Guillon* (p. 4356) ; Art. 17 : *Ses observations* (*ibid.*) ; Art. 28 : *Son amendement* (p. 4357 et suiv.).

PETIT (M. Albert), Député du département de la Seine (4^e circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la comptabilité (p. 2555) ; de la Commission d'études des services d'incendie [30 juillet 1946] (p. 2840).

Interventions :

Son rapport, au nom du 8^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Haute-Saône [12 juin 1946] (A., p. 2520). — Participe à la discussion : du projet de loi portant amélioration de la situation des personnels de l'Etat, en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* [2 août 1946] (p. 2945) ; — du projet et des propositions de loi relatifs au statut général des fonctionnaires : Art. 139 : *Son amendement relatif aux institutions médico-sociales* [5 octobre 1946] (p. 4705 et 4706) ; Art. 140 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 4706).

PETIT (M. Eugène), dit CLAUDIUS, Député du département de la Loire.

Son élection est validée [26 juin 1946] (A., p. 2554). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 2555).

Dépôts :

Le 11 juillet 1946, une proposition de loi portant dérogation à l'acte dit loi du 23 dé-

cembre 1941 relative à la publication des annonces légales et judiciaires, n° 131. — Le 6 août 1946, une proposition de loi tendant à compléter l'article premier de la loi du 30 juin 1926 réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel, n° 396. — Le 4 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la proposition de loi de M. Debidour et plusieurs de ses collègues tendant à permettre l'accession aux diplômes d'Etat de docteur en médecine, chirurgien-dentiste et de pharmacien, des titulaires de diplômes délivrés par les universités étrangères ayant rendu des services effectifs à la France dans l'armée ou dans la Résistance, n° 667.

Interventions :

Ses explications de vote lors de la discussion du rapport sur les opérations électorales dans la 1^{re} circonscription du département de la Seine [4 juillet 1946] (A., p. 2597). — Est entendu dans la discussion du rapport de M. Roucaute sur les opérations électorales de la 1^{re} circonscription du département du Nord [3 juillet 1946] (p. 2624). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. Baumel sur le problème allemand et le statut de la Ruhr [26 juillet 1946] (p. 2825). — Participe à la discussion : du projet de loi fixant le régime des prestations familiales : Art. 10 : *Son amendement concernant les enfants en apprentissage* [6 août 1946] (p. 2994); — d'une interpellation de M. Aubry sur l'insuffisance de l'épuration dans la magistrature : *Ses explications de vote* [6 août 1946] (p. 3027); — d'une interpellation de M. Marin sur la réparation intégrale des dommages de guerre : *Discussion générale* [9 août 1946] (p. 3158); *Ordre du jour* (p. 3172); *Ses explications de vote* (p. 3173); — d'une interpellation de M. Quilici sur la politique générale du Gouvernement en Algérie : *Ses explications de vote* [23 août 1946] (p. 3288); — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE; *Amendement de M. Laniel au 1^{er} alinéa* : *Ses explications de vote* [29 août 1946] (p. 3412); — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la

République française : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 septembre 1946] (p. 4242); — d'une proposition de résolution tendant au reclassement et revalorisation de la fonction enseignante : *Discussion générale* [3 septembre 1946] (p. 3486). — Intervient lors de la fixation de la date de discussion d'interpellations sur l'essence [12 septembre 1946] (p. 3690). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour [28 septembre 1946] (p. 4249); sur les propositions de la Conférence des présidents [1^{er} octobre 1946] (p. 4340). — Participe à la discussion du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre : *Discussion générale* [4 octobre 1946] (p. 4595 et suiv.).

PETIT (M. Guy), Député du département des Basses-Pyrénées.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2534); de la Commission du ravitaillement (*ibid.*). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2589).

Dépôts :

Le 2 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir la frontière avec l'Espagne, n° 364. — Le 22 août 1946, une proposition de loi tendant à abroger et à normaliser certaines dispositions légales en matière de consommation d'alcool, n° 502. — Le 22 août 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. René Coty et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la législation relative aux propriétaires de valeurs mobilières dépossédés par faits de guerre, n° 533. — Le 29 août 1946, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 44 de la loi n° 46-854 du 27 avril 1946, sur le taux et l'assiette du prélèvement opéré par les communes sur le produit des jeux, n° 632. — Le 17 septembre 1946, une proposition de loi tendant à maintenir en possession, jusqu'au 1^{er} janvier 1948 les commerçants, industriels et artisans sinistrés par faits de guerre, dans les lieux où ils ont installé leur exploitation com-